

[EuroChoices : le Brexit et ses répercussions sur le secteur agroalimentaire](#)

17 septembre 2018

La revue *EuroChoices* consacre son numéro d'août 2018 aux conséquences du Brexit sur le secteur agroalimentaire du Royaume-Uni et d'autres pays européens, faisant suite, sur le même thème, aux numéros des étés précédents (août [2016](#) et [2017](#) – voir à ce sujet un [précédent billet](#) sur ce blog). Après l'éditorial, qui rappelle les incertitudes ouvertes par le Brexit, la revue comprend quatre articles, une double page statistique sur la concentration du commerce agricole et un point de vue de S. Tangermann. Celui-ci défend l'idée que si le Brexit est une « tragédie » pour les deux parties, elle pourrait être limitée par une approche plus souple des négociations et du principe d'indivisibilité des quatre libertés du marché unique.

On retiendra de J. Curnow, économiste en chef au Defra, la possibilité offerte par le Brexit de concevoir une nouvelle politique agricole britannique, présentée comme plus vertueuse que la PAC : système de paiement simplifié, privilégiant le financement des biens publics et des résultats environnementaux, suppression progressive des paiements directs, amélioration de la productivité des exploitations agricoles.

Un article collectif, piloté par C. Hubbard, présente les impacts de six scénarios de politique commerciale et intérieure sur l'agriculture, s'appuyant sur des outils de modélisation en équilibre général (Defra-Tap) et partiel (UK FAPRI). La suppression unilatérale des droits d'importation par le Royaume-Uni est le scénario le plus négatif pour l'agriculture de ce pays. Dans le scénario « tarifs OMC », ses exportateurs seraient défavorisés (ex. : secteur ovin), mais ses importateurs s'en sortiraient mieux (ex. : secteur laitier). La suppression des paiements directs accentuerait les effets négatifs. Les auteurs soulignent également la variabilité régionale des résultats.

L'article de B. Le Gallic *et al.* traite, quant à lui, de la réallocation des quotas de pêche (quotas historiques ou accords inspirés des partenariats existant entre l'Union européenne et les pays nordiques ou africains), en soulignant l'importance de l'accès à une main-d'œuvre européenne, qui représente 42 % de la force de travail du secteur de la pêche britannique. L'article de S. van Berkum *et al.* complète l'analyse en évaluant les répercussions du Brexit sur le commerce agroalimentaire aux Pays-Bas, dont 10 % des exportations agricoles sont destinés au Royaume-Uni.

Claire Bernard-Mongin, Centre d'études et de prospective

Source : [EuroChoices](#)